



**CENTRE D'ÉTUDES
STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE**

Aligner les ressources sur les stratégies de sécurité nationale en Afrique

PROGRAMME

**En ligne, via Zoom for Government
30 novembre 2021 - 15 décembre 2021**



CENTRE D'ÉTUDES STRATÉGIQUES DE L'AFRIQUE

Table des matières

À propos du CESA	3
Introduction.....	4
Séance 1 : Situation des dépenses de sécurité : Examen des dépenses publiques.....	7
Séance 2 : Planification des ressources de sécurité : Stratégie de sécurité nationale et budgétisation.....	9
Séance 3 : Gestion des dépenses de sécurité : Gestion des dépenses publiques.....	12

À PROPOS DU CESA

Depuis sa création en 1999, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique (CESA) sert de forum pour la recherche, les programmes universitaires et l'échange d'idées dans le but d'améliorer la sécurité des citoyens en renforçant l'efficacité et la responsabilité des institutions africaines, en soutien à la politique des Etats-Unis en Afrique.

VISION

La sécurité pour tous les Africains est assurée par des institutions efficaces et responsables devant leurs citoyens.

La réalisation de la vision d'une Afrique libérée de la violence armée organisée, garantie par des institutions africaines qui s'engagent à protéger les citoyens africains, est la motivation principale du CESA. Cet objectif souligne l'engagement du Centre à contribuer à des impacts tangibles en travaillant avec nos partenaires africains - militaires et civils, gouvernements et société civile, ainsi que nationaux et régionaux. Tous ont un rôle précieux à jouer pour atténuer les facteurs complexes de conflit sur le continent aujourd'hui. La responsabilité envers les citoyens est un élément important de notre vision, car elle renforce le point de vue selon lequel, pour être efficaces, les institutions de sécurité doivent non seulement être « fortes », mais également être sensibles aux droits des citoyens et les protéger.

MISSION

Faire progresser la sécurité africaine en élargissant la compréhension, en offrant une plateforme de dialogue fiable, en établissant des partenariats durables et en catalysant des solutions stratégiques.

La mission du CESA s'articule autour de la génération et de la diffusion des connaissances par le biais de nos recherches, de nos programmes universitaires, de nos communications stratégiques et de nos sections communautaires. En s'appuyant sur les expériences pratiques et les enseignements tirés des efforts de sécurité sur le continent, notre objectif est de générer des idées et des analyses pertinentes qui peuvent informer les professionnels et les décideurs politiques sur les défis urgents auxquels ils sont confrontés en matière de sécurité. Reconnaisant que les défis sérieux ne puissent être relevés que par des échanges francs et réfléchis, le Centre d'études stratégiques de l'Afrique fournit des plateformes virtuelles et en face-à-face où les partenaires peuvent échanger leurs points de vue sur les priorités et les bonnes pratiques. Ces échanges favorisent les relations qui, à leur tour, sont maintenues au fil du temps grâce aux Chapitres communautaires du Centre, aux communautés d'intérêt, aux programmes de suivi et au dialogue permanent entre les participants et le personnel. Ce dialogue, imprégné d'expériences du monde réel et d'analyses nouvelles, offre une occasion d'apprentissage continu et catalyse des actions concrètes.

MANDAT

Le CESA est une institution du Département de la Défense des Etats-Unis établie et financée par le Congrès pour l'étude des questions de sécurité relatives à l'Afrique et servant de forum pour la recherche bilatérale et multilatérale, la communication, l'échange d'idées et la formation impliquant des participants militaires et civils. (10 U.S.C 342)

Introduction

Les pays africains sont confrontés à des difficultés pour générer, allouer et aligner les ressources du secteur de la sécurité, notamment en raison de l'absence de stratégies nationales de sécurité cohérentes. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les difficultés à aligner les ressources nationales disponibles sur les objectifs stratégiques nationaux tout en répondant aux besoins urgents et imprévus. La pandémie a déclenché une incertitude économique sans précédent qui pose un énorme défi à l'alignement des ressources et à la mise en œuvre des budgets en Afrique. Les budgets qui avaient été alloués avant les pandémies sont devenus incapables de s'adapter à des réductions importantes des dépenses publiques pour répondre aux besoins urgents et aux priorités pressantes.

La pandémie a mis en évidence la réaction réactive qui a entraîné un mauvais alignement des ressources nationales disponibles. Les États sont devenus incapables de faire des compromis stratégiques avec les ressources nationales disponibles dans le cadre du lien développement-sécurité-gouvernance. Il est donc nécessaire de réexaminer le lien entre la stratégie de sécurité nationale et le processus budgétaire afin d'allouer, d'aligner et de gérer les ressources de sécurité de manière rationnelle et dans le respect des principes de gestion des finances publiques. Étant donné que de nombreux pays africains sont en train d'élaborer et de mettre en œuvre leurs stratégies de sécurité nationale, l'application des principes de gestion des ressources publiques au secteur de la sécurité ainsi que la gestion et l'alignement judicieux des ressources de sécurité deviennent à la fois urgents et critiques en Afrique. Ces défis budgétaires causés par la pandémie peuvent offrir des occasions de repenser les processus de conception et de mise en œuvre des stratégies de budgétisation et de sécurité, et de voir comment rendre ces stratégies et ces budgets agiles et adaptables dans un contexte d'incertitude et de chocs sans précédent.

L'atelier académique virtuel de trois semaines a pour but d'initier les participants à la compréhension des défis posés par le mauvais alignement des ressources de sécurité et de présenter certains concepts, principes et outils clés pour l'alignement et l'ajustement des ressources de sécurité avec les stratégies de sécurité nationale. Ces principes et outils seront présentés, analysés et discutés par le biais de présentations plénières interactives et de discussions de groupe. L'atelier est organisé en trois séances plénières : (1) Situation des dépenses de sécurité : Examen des dépenses publiques ; (2) Planification des ressources de sécurité : Stratégie de sécurité nationale et budgétisation ; et (3) Gestion des dépenses de sécurité : Gestion des dépenses publiques. Nous attendons des participants qu'ils saisissent les défis du mauvais alignement des ressources de sécurité et qu'ils acquièrent des principes et des outils pertinents pour réaligner et ajuster les ressources de sécurité avec les stratégies de sécurité nationale en Afrique.

Structure de l'atelier

Les séances plénières seront suivies de groupes de discussion en petits groupes au cours desquels les participants auront l'occasion d'aborder plus en détail les questions soulevées en plénière et de partager leurs expériences. Les séances plénières dureront 90 minutes chacune et suivront le format standard des séances plénières du CESA, à savoir une discussion modérée entre le responsable de la faculté et des experts ou catalyseurs de premier plan (60 minutes, enregistrées), suivie d'une séance de questions-réponses interactive sans attribution (30 minutes ; l'audio des participants est activé et non enregistré). Les groupes de discussion suivront le format standard, sans attribution, et dureront 90 minutes. Le séminaire se déroulera en anglais, français et portugais. Les participants doivent avoir une connaissance professionnelle de l'une de ces langues. Un esprit de recherche

académique et de débat guidera le programme, qui suivra le format éprouvé du CESA, à savoir des séances plénières suivies de séances de groupes de discussion. Des intervenants compétents aborderont les questions clés et inviteront les participants à répondre aux questions lors des séances plénières.

Matériel académique

Le CESA utilise des outils académiques pour promouvoir un dialogue franc et ouvert sur des questions critiques et pour jeter les bases du développement d'un réseau efficace de pairs. Pour faciliter nos discussions, nous avons fourni ce programme académique et les lectures recommandées. Nous vous encourageons à examiner d'un œil critique les analyses et le contenu de tous les documents fournis. À cet égard, les lectures sont destinées à favoriser un dialogue sain sur les défis de sécurité examinés, ce qui, à son tour, vous permettra de forger des stratégies réalistes et efficaces pour relever ces défis. Tous les documents de l'atelier seront fournis en anglais, français et portugais.

Comme pour tous les programmes académiques du CESA, ce séminaire sera conduit selon une politique stricte de non-attribution, qui est obligatoire pendant et après le séminaire. Nous vous encourageons à partager avec vos collègues les enseignements que vous tirez de ce séminaire, mais sans citer les commentaires spécifiques de vos collègues participants. Nous espérons que cela vous permettra d'aborder librement les questions sensibles en discussion. Les opinions exprimées dans les lectures, les études de cas et les présentations ne représentent pas la politique ou la position officielle de la National Defense University, du Département de la Défense ou du gouvernement américain. Toute la documentation du programme sera publiée sur le site web du CESA.

Le programme d'études

Ce programme donne un aperçu du matériel académique et des questions politiques clés liées à l'adaptation et au leadership stratégique dans le secteur de la sécurité en Afrique. Le document est organisé selon les trois séances de ce programme. Pour chaque séance, le programme donne une brève introduction et pose des questions pour la discussion. Pour que vous et vos collègues puissiez profiter au maximum des présentations, nous vous proposons une sélection d'articles que nous vous encourageons vivement à lire. Le CESA est conscient que le programme couvre plus de questions et de matériaux que ce qui peut être discuté dans le temps imparti. Nous espérons que vous utiliserez ces documents comme ressources même après la fin du programme. Les intervenants des séances plénières discuteront de l'état actuel et de la portée des tendances en matière de gestion des ressources du secteur de la sécurité en Afrique, après quoi les participants auront la possibilité de poser des questions. Ces séances sont conçues pour renforcer l'apprentissage par les pairs en se concentrant sur les applications pratiques et les principes de bonne gouvernance du secteur de la sécurité.

Séances plénières : La première séance plénière présente le concept de l'examen des dépenses publiques et son lien avec le développement de la stratégie de sécurité nationale et l'alignement des ressources de sécurité en Afrique. Elle examine certains des enseignements tirés de l'examen des dépenses publiques (EDP) du secteur de la sécurité en Afrique et ses implications pour l'alignement des ressources de sécurité sur les stratégies de sécurité nationale. La deuxième séance plénière examine les approches et les principes fondamentaux de la budgétisation et la manière dont ils peuvent guider la planification, l'allocation et l'alignement des ressources de sécurité dans le cadre de la sécurité nationale. La troisième séance plénière examine certains principes clés de la gestion des dépenses publiques et de la gouvernance démocratique dans le secteur de la sécurité et pourquoi ils sont si importants en période

d'incertitude et de crise. Elle examine les leçons apprises et les meilleures pratiques pour une mise en œuvre efficace de la gestion des dépenses publiques et de la mobilisation des ressources de sécurité en Afrique.

Séances de groupes de discussion : Ces séances seront l'occasion pour les participants de partager leurs expériences et d'explorer certaines des questions soulevées lors des séances plénières. Un sondage par zoom sera utilisé pour stimuler les discussions. L'interprétation simultanée sera assurée en anglais, français et portugais.

Séance plénière 1 : Comprendre les dépenses de sécurité : Examen des dépenses publiques

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur.

Objectifs :

- Évaluer la tendance et le modèle des dépenses de sécurité/militaires en Afrique.
- Introduire le concept de l'examen des dépenses publiques et son lien avec l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale et l'alignement des ressources de sécurité en Afrique
- Discuter de certaines des leçons tirées de l'examen des dépenses publiques (EDP) du secteur de la sécurité en Afrique et de ses implications pour l'alignement des ressources de sécurité sur les stratégies de sécurité nationale.

Contexte :

La pandémie de COVID-19 a déclenché une incertitude économique sans précédent. Cette incertitude économique et les menaces qui en découlent pour la santé et la sécurité constituent un énorme défi pour l'alignement des ressources. Les ajustements nécessaires dans la mise en œuvre des budgets en Afrique signifient que les budgets qui avaient été alloués avant la pandémie se sont avérés moins adaptables, ce qui a entraîné des désalignements et des coupes erratiques de grande envergure dans les dépenses publiques pour répondre aux besoins urgents et aux priorités pressantes¹. Alors que les ajustements budgétaires pendant la pandémie ont été les plus évidents dans les secteurs sociaux, la gestion des ressources de sécurité en Afrique a également été affectée, mais de manière différente. D'après le récent rapport du SIPRI, les dépenses militaires en Afrique ont augmenté en 2020 de 5,1 %, soit près de deux fois le taux des dépenses militaires mondiales, à 2,6 %. Malgré cette augmentation des dépenses de sécurité, des études ont montré que les indicateurs de sécurité nationale et de sécurité des personnes en Afrique ne se sont pas améliorés mais se sont au contraire détériorés². Bien qu'une telle augmentation des dépenses militaires ne puisse pas être entièrement attribuée à la pandémie, elle souligne le désalignement des dépenses de sécurité par rapport aux dépenses non sécuritaires en Afrique. Ce désalignement est bien illustré par les estimations de la Banque mondiale selon lesquelles les dépenses publiques dans les secteurs non sécuritaires ont considérablement diminué pendant la pandémie, en particulier les dépenses d'éducation ont diminué en 2020 de 4,2 % en Afrique subsaharienne, tandis que les dépenses militaires de l'Afrique subsaharienne ont augmenté en 2020 de 3,4 %.

La pandémie a mis en évidence la nécessité des États africains à faire des compromis stratégiques avec les ressources nationales disponibles dans le cadre du lien entre développement, sécurité et gouvernance. La Banque mondiale a introduit l'examen des dépenses publiques (EDP) comme outil d'audit du secteur de la sécurité à travers le prisme et les perspectives des finances publiques. La raison d'être de l'EDP est de renforcer la modernisation et le professionnalisme des secteurs de la sécurité par

¹ Anyanwu, John C. et Adeleke O. Salami. "The impact of COVID-19 on African economies: An introduction." *African Development Review* 33, no. Suppl 1 (2021): S1.

<https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC8207010/>

² L'Institut pour l'économie et la paix. "Global Peace Index 2020: Measuring Peace in a Complex World" Sydney, June 2020. https://www.visionofhumanity.org/wp-content/uploads/2020/10/GPI_2020_web.pdf

une gestion saine des dépenses publiques. Dans son rapport 2017, *Securing Development*, la Banque mondiale montre le défi que représente l'allocation et l'alignement des rares ressources publiques entre les secteurs de la sécurité et les autres. Même au sein du secteur de la sécurité, le rapport montre les défis à relever pour parvenir à une priorisation et une allocation équilibrée des ressources entre les sous-secteurs concurrents de l'armée, du renseignement, de la police et de la justice. Un surinvestissement inefficace dans le secteur de la sécurité peut détourner les ressources d'autres secteurs importants (tels que la santé, l'éducation et les infrastructures) offrant un meilleur rapport qualité-prix, et évincer les investissements du secteur privé qui sont essentiels pour stimuler la croissance économique. Les bouleversements sociaux et économiques qui en résultent peuvent constituer une menace pour la sécurité nationale, ce qui souligne encore l'importance d'une affectation efficace et efficiente des ressources nationales.

Questions de discussion :

1. Sur la base de votre connaissance de votre pays/région, quel secteur (de sécurité ou non) reçoit le plus de ressources publiques et pourquoi ?
2. Même au sein du secteur de la sécurité, quel sous-secteur (militaire, renseignement, politique, justice) reçoit le plus de ressources publiques et pourquoi ?
3. Avec l'augmentation des dépenses de sécurité dans votre pays/région, pensez-vous que les citoyens de votre pays se sentent plus sûrs et sécurisés, pourquoi ou pourquoi pas ?

Lectures recommandées :

1. Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). *Securing Development: Public Finance and the Security Sector*. La Banque mondiale. Pg. 7-14, 25-47.
<https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25138/210766ovFR.pdf?sequence=4&isAllowed=y>
2. Kuol, L., and Amegboh, J., 2021. "Rethinking National Security Strategies in Africa". *Journal of International Relations and Diplomacy*. Vol 9(1) : 1-17
<http://www.davidpublisher.org/index.php/Home/Article/index?id=45454.html>
3. Silva, D., Tian, N., and Marksteiner, 2021. "Trends in World Military Expenditure, 2020". SIPRI Fact Sheet. https://sipri.org/sites/default/files/2021-04/fs_2104_milex_0.pdf
4. World Bank, 2020. "The Impact of COVID-19 Pandemic on Education Financing". The World Bank, May 2020.
<https://pubdocs.worldbank.org/en/734541589314089887/Covid-and-Ed-Finance-final.pdf>

Séance 2 : Planification des dépenses de sécurité : Stratégie de sécurité nationale et budgétisation

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur.

Objectifs :

- Examiner l'indice Ibrahim de la gouvernance africaine pour avoir un aperçu de la tendance et des modèles de réformes de la gouvernance et des perceptions publiques de la sécurité.
- Discuter de l'allocation et de l'alignement des ressources de sécurité à travers le processus d'élaboration et de budgétisation de la stratégie de sécurité nationale
- Examiner les approches et principes de budgétisation de base et comment ils peuvent guider la planification, l'allocation et l'alignement des ressources de sécurité à travers la stratégie de sécurité nationale.
- Discuter des défis et des leçons apprises pour une allocation et un alignement efficace des ressources de sécurité à travers la stratégie de sécurité nationale.

Contexte :

L'une des fonctions essentielles de tout État-nation est d'assurer sa propre sécurité et le contrôle des ressources nationales, ainsi que la sécurité et la sûreté de ses citoyens. Sur la base de son adoption du concept de sécurité humaine, l'Union africaine (2004 :4) a demandé à ses États membres : « de produire, par le biais d'un processus pleinement consultatif et participatif, une stratégie de sécurité nationale bien définie, fondée sur les principes démocratiques, les besoins de sécurité humaine, le respect des droits humains et du droit humanitaire international ». Malgré cette demande de l'UA, la plupart de ses États membres ne disposent pas de stratégies de sécurité nationales globales. Si de telles stratégies existent, elles sont classées et rédigées sans la participation des citoyens. Au lieu de cela, la plupart des pays ont des stratégies de sécurité sectorielles non coordonnées qui sont formulées avec une participation limitée des citoyens, lorsque cette participation a été induite et financée par des partenaires extérieurs. Cette absence de grande stratégie comme point de référence pour les décideurs dans le secteur de la sécurité empêche une coordination efficace, l'alignement des ressources et l'exploitation des partenariats, la hiérarchisation des menaces pour la sécurité et une compréhension commune de la vision et des objectifs de la sécurité nationale. La plupart des pays africains continuent d'adopter une approche traditionnelle de la sécurité centrée sur l'État et, dans certains cas, sur le régime. Certains rapports, dont celui de la Banque mondiale et du CESA, reconnaissent non seulement une carence dans la production de politiques de sécurité nationale en Afrique, mais aussi l'absence d'une compréhension commune des concepts de sécurité et de sécurité nationale.

En raison de l'absence de grandes stratégies de sécurité nationale et de la prédominance d'approches de la sécurité centrées sur l'État, de nombreux États africains sont de plus en plus incapables d'assurer la sécurité et la sûreté de leurs citoyens. Malgré les ressources considérables que les États africains allouent au secteur de la sécurité, la plupart des pays ne parviennent pas à assurer la

sécurité de leurs citoyens et, dans certains cas, la mauvaise gouvernance des États devient une source d'insécurité³. Il a été démontré qu'un processus bien conçu et inclusif pour la formulation de la stratégie de sécurité nationale produit une bonne stratégie et permet aux décideurs de mieux planifier pour faire face aux menaces de sécurité nationale ainsi que d'effectuer des changements à long terme pour assurer la sécurité de l'État et de ses citoyens (Cancian, 2017). En particulier, l'Organisation des Nations Unies (ONU, 2012) fournit les fondements de l'élaboration et de la mise en œuvre d'une stratégie de sécurité nationale, y compris la promotion de la sécurité de la population et de l'État par le biais d'un dialogue éclairé et de la participation active de toutes les parties prenantes, la fourniture d'orientations nationales pour la formation d'institutions de sécurité efficaces et responsables, la garantie d'une gestion rentable des ressources de sécurité dans le cadre des priorités nationales et de processus budgétaires nationaux transparents, ainsi que l'exploitation, l'alignement et l'harmonisation des partenariats et de l'aide extérieurs.

Bien que l'UA ait fourni des directives générales à ses États membres pour qu'ils développent leurs stratégies de sécurité nationale, les outils disponibles pour les aider à élaborer ces stratégies sont limités. Alors que de nombreux pays africains ont entamé le processus d'élaboration et de révision de leurs stratégies de sécurité nationale, il est nécessaire d'avoir une compréhension commune du concept de stratégie et des approches et processus d'élaboration des stratégies de sécurité nationale. Produire une stratégie de manière consultative et participative dans un secteur qui est excessivement secret peut être un défi, notamment en termes de consultation et d'engagement des citoyens. Sur la base d'une multitude d'expériences pratiques tirées de diverses études de cas, le CESA a élaboré une boîte à outils pour la consultation et la rédaction de stratégies de sécurité nationale en Afrique.

Des études ont montré qu'une stratégie de sécurité nationale élaborée dans le cadre d'un processus inclusif et participatif est susceptible d'être efficace et efficiente pour orienter la budgétisation dans le secteur de la sécurité en termes de mobilisation, de réalignement, d'allocation et de gestion des ressources de sécurité (Layton, 2012). La pandémie de COVID-19 a révélé que les approches de budgétisation, qu'il s'agisse de processus descendants ou ascendants, étaient plus réactives que stratégiques et ont entraîné un mauvais alignement des allocations, voire parfois un dépassement de l'enveloppe budgétaire nationale disponible. Il est donc nécessaire de réexaminer le lien entre la stratégie de sécurité nationale et le processus de budgétisation, en allouant et en gérant les ressources de sécurité de manière rationnelle, conformément aux principes de gestion des dépenses publiques. Il existe également un appel à des approches budgétaires centrées sur les personnes et participatives pour garantir la légitimité et la responsabilité du budget, non seulement pour les citoyens qui contribuent avec leurs impôts à financer la fourniture d'activités publiques, mais aussi pour ceux qui bénéficient des services publics (Ipek, 2018). En outre, l'adhésion de la budgétisation du secteur de la sécurité

³ Fondation Mo Ibrahim "2020 Ibrahim Index of African Governance (IIAG)"
<https://mo.ibrahim.foundation/sites/default/files/2020-11/2020-index-report.pdf>

aux principes budgétaires de base tels que l'intégralité, la discipline, la précision, la périodicité, l'exactitude, la prévisibilité, la légitimité, la responsabilité et la transparence renforcera l'alignement des ressources avec stratégies de sécurité nationale en Afrique. En particulier, le principe budgétaire de « contestabilité » est essentiel pour l'allocation et l'alignement des ressources de sécurité, car il appelle à une concurrence égale de tous les secteurs publics pour le financement pendant la planification budgétaire afin de garantir la valeur des fonds publics et des politiques publiques saines telles que les stratégies de sécurité nationale.

Questions de discussion :

1. Avez-vous participé à la conception ou à la rédaction de politiques publiques ? Pouvez-vous nous parler de ce processus et de son importance pour le service public ?
2. Sur la base de votre connaissance de votre pays/région, quel secteur (de sécurité ou non) devrait bénéficier de plus de ressources publiques et pourquoi ?
3. Même au sein du secteur de la sécurité, quel sous-secteur (militaire, renseignement, politique, justice) devrait recevoir plus de ressources publiques et pourquoi ?
4. Pourquoi pensez-vous que le fait de disposer d'une stratégie de sécurité nationale élaborée dans le cadre d'un processus inclusif et participatif contribuera à l'allocation et à l'alignement efficaces des ressources de sécurité ?

Lectures recommandées :

1. Centre d'études stratégiques de l'Afrique – La boîte à outils de l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale : outil de consultation et de rédaction, page 13.
2. Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). *Securing Development Sécurité Et Développement: Les finances publiques et le secteur de la sécurité*. La Banque mondiale. Pg. 7-14, 25-47. <http://www.sipotra.it/wp-content/uploads/2017/05/SECURING-DEVELOPMENT.-Public-Finance-and-the-Security-Sector.pdf>
3. Ipek, E., 2018. "New Approaches in Public Budgeting". *Public Economics and Finance*. <https://www.intechopen.com/chapters/64648>
4. Kuol, L., and Amegboh, J., 2021. "Rethinking National Security Strategies in Africa". *Journal of International Relations and Diplomacy*. Vol 9(1): 1-17 <http://www.davidpublisher.com/Public/uploads/Contribute/60a72058556ba.pdf>
5. Layton, Peter (2012) 'An Australian National Security Strategy: Competing Conceptual Approaches', *Security Challenges*, 8 (3), pp 103-120. <https://www.jstor.org/stable/pdf/26462882.pdf?refreqid=excelsior%3Ab8c6885b857d0c8bdb8a2a44b1213f33>
6. Cancian, Mark (2020) 'Formulating National Security Strategy Past Experience and Future Choices', Washington: Center for Strategic and International Studies (CSIS). <https://www.csis.org/analysis/formulating-national-security-strategy>

7. UN (2012) 'United Nations Support to National Security Policy- and Strategy-Making Processes', *Security Sector Reform Integrated Technical Guidance Notes*, New York: United Nations.

https://peacekeeping.un.org/sites/default/files/un_integrated_technical_guidance_notes_on_ssr_1.pdf

Séance plénière 3 : Gestion des dépenses de sécurité : La gestion des dépenses publiques

Format : Présentations plénières et séance de questions-réponses avec modérateur.

Objectifs :

- Discuter de certains principes clés de la gestion des dépenses publiques et de la gouvernance démocratique dans le secteur de la sécurité et pourquoi ils sont si importants en période d'incertitude et de crise.
- Partager les défis de l'introduction et de la mise en œuvre des principes de la gestion des dépenses publiques et de la mobilisation des ressources dans le secteur de la sécurité, en particulier dans les entreprises hors budget/militaires, la paie et les achats.
- Examiner les leçons apprises et les meilleures pratiques pour une mise en œuvre efficace de la gestion des dépenses publiques et de la mobilisation des ressources de sécurité en Afrique.

Contexte

La prestation de services de sécurité est liée non seulement à l'allocation et au contrôle des ressources publiques, mais aussi aux normes comportementales d'allocation et de contrôle des dépenses publiques afin d'obtenir les résultats souhaités. Le rapport du SIPRI montre des améliorations considérables en matière de transparence dans le secteur militaire, des informations budgétaires utiles étant désormais plus facilement disponibles. Malgré cette amélioration, la Banque mondiale reconnaît dans son rapport de 2017 que le secteur de la sécurité, contrairement à d'autres secteurs en Afrique, revendique une part substantielle des budgets nationaux mais n'est pas suffisamment soumis à l'examen public et au contrôle démocratique. Il est donc nécessaire d'introduire et de situer la gestion des dépenses publiques (GDP) dans le secteur de la sécurité. La GFP couvre les mécanismes par lesquels les ressources publiques sont collectées, allouées, dépensées et comptabilisées. En d'autres termes, elle concerne l'ensemble du cycle budgétaire, les marchés publics, les pratiques d'audit et la perception des recettes. Une stratégie de sécurité nationale développée par le biais d'un processus inclusif et participatif, avec un système de contrôle efficace et adaptatif intégré, rendra la GDP dans le secteur de la sécurité agile et adaptable à l'incertitude et aux crises.

L'aspect le plus important de la GDP est la mise en œuvre de la loi sur les crédits comme instrument juridique pour l'exécution du budget. Elle précise comment les recettes publiques doivent être collectées, dépensées et comptabilisées. L'aspect clé de la GDP est la mobilisation des ressources intérieures (MRI) qui détermine la taille de l'enveloppe des ressources. La MRI n'est pas seulement un baromètre de la capacité, de la légitimité et de l'appropriation nationale de l'État, mais aussi un test décisif de la capacité de l'État à remplir ses fonctions essentielles. Malgré l'amélioration de la MRI en Afrique, le niveau des efforts fiscaux est relativement faible en Afrique, avec une dépendance importante sur une base fiscale étroite. La collecte des recettes intérieures dans le secteur de la sécurité est même très difficile dans un secteur qui se caractérise par le secret. La Banque mondiale fait état d'importants revenus extrabudgétaires dans le secteur de la sécurité. L'efficacité de l'engagement des

militaires dans les entreprises et le secteur privé suscite de plus en plus de préoccupations (Diwan, 2020 et Sayigh, 2019).

De même, la manière dont les recettes publiques sont dépensées et comptabilisées fait partie intégrante de la GDP. De plus en plus d'éléments montrent qu'il est difficile d'intégrer le secteur de la sécurité dans les systèmes de gestion des dépenses publiques ordinaires et d'adhérer à ses principes clés. Selon la Banque mondiale, le secteur de la sécurité est traité différemment dans certains pays et n'est guère soumis à un audit externe, à un examen public et à un contrôle. Il en résulte un écart important entre les budgets approuvés et les dépenses réelles dans le secteur de la sécurité et, dans certains cas, les dépenses de sécurité ne sont pas incluses dans le budget et, si elles le sont, elles ne sont pas ventilées sous prétexte de confidentialité et de secret. On s'inquiète également de plus en plus du niveau de transparence des salaires et des achats, qui constituent les principaux postes budgétaires, dans le secteur de la sécurité. L'intégration du secteur de la sécurité dans le système budgétaire national et la promotion de la GDP dans le secteur de la sécurité en Afrique restent un véritable défi en raison de la culture dominante du secret et de la confidentialité ainsi que du niveau élevé de perception de la corruption dans ce secteur.

Questions de discussion :

1. Pensez-vous que les institutions et agences de sécurité devraient suivre les principes clés de la gestion des dépenses publiques tels que la contestabilité et la transparence et pourquoi est-ce important ?
2. Pensez-vous que les institutions et agences de sécurité suivent les principes clés de la gestion des dépenses publiques ? Les budgets de sécurité sont-ils rendus publics dans votre pays ?
3. En raison de la nature sensible des activités du secteur de la sécurité, les budgets et les dépenses de sécurité doivent être classifiés et gardés secrets ? Êtes-vous d'accord ou non et pourquoi ?
4. Que faut-il faire pour améliorer la gestion des dépenses publiques du secteur de la sécurité dans votre pays/région ?

Lectures recommandées :

1. Kariuki, Elizabeth, "Mobilisation des ressources intérieures", Gestion des ressources de sécurité en Afrique, 2019. Washington: Centre d'études stratégiques de l'Afrique. <https://africacenter.org/wp.../01/MSRA-A2-EN-Domestic-Resource-Mobilization.pdf>
2. Harborne, B., Dorotinsky, W., & Bisca, P. M. (Eds.). (2017). Securing Development: Public Finance and the Security Sector. La Banque mondiale. Pg. 7-14, 25-47. <https://openknowledge.worldbank.org/bitstream/handle/10986/25138/210766ovFR.pdf?sequence=4&isAllowed=y>
3. Boly, A., Nandelenga, M. and Oduor, J., 2020. "Mobilizing Domestic Resource in Africa for Inclusive Growth". *Africa Economic Brief* Vol 11(3).

https://www.afdb.org/sites/default/files/documents/publications/aeb_volume_11_issue_3_mobilizing_domestic_resource_in_africa_for_inclusive_growth.pdf

4. Tian, N., Wezeman, P. and Yun, Y., 2018. "Transparency in Military Spending in Sub-Saharan Africa" *SIPRI Policy Paper 48*. <https://www.sipri.org/media/press-release/2018/transparency-military-spending-sub-saharan-africa-higher-expected-new-sipri-report>
5. Centre d'études stratégiques de l'Afrique, 2021 - La boîte à outils de l'élaboration de la stratégie de sécurité nationale : outil de consultation et de rédaction, page 44-47.
6. Sayigh, Y., 2019. "Owners of the Republic: An Anatomy of Egypt's Military Economy". Carnegie Middle East Center, November 18. <https://www.meforum.org/61827/how-egypts-military-owns-the-economy>.
7. Diwan, I, 2020. "Armed Forces in Power and Business". Carnegie Middle East Center, October 26. <https://carnegie-mec.org/2020/10/26/armed-forces-in-power-and-in-business-pub-83030>